

Le boycott de l'AGREGATION



Le 8 mai, une assemblée générale de candidats parisiens à l'agrégation décidait par 543 voix contre 94 le boycott de l'agrégation ; des assemblées générales à Lyon et à Aix prenaient la même décision. Malgré les menaces d'E. Faure, la présence de la police et d'appariteurs musclés, la pression des syndicats, plusieurs agrégations furent largement boycottées ou dénaturées du 12 au 17 mai. Les épreuves du CAPES commençaient le 19 mai ; l'absence de mobilisation des capétitifs ne permettait pas de lancer le même mot d'ordre. Toutes les épreuves écrites des concours sont aujourd'hui terminées. C'est le moment de dresser un bilan de l'action menée et d'envisager les moyens de poursuivre la lutte.

LES OBJECTIFS DU COMITE CAPES-AGREGATION

La critique du système de recrutement des maîtres du second degré est ancienne. Pendant longtemps, elle a été essentiellement le fait de technocrates qui déploraient l'insuffisance de la formation

scientifique et pédagogique dispensée par les concours et leur préparation ; cette critique est d'ailleurs sur le point de déboucher, avec le projet Faure qui, distinguant un concours pour le secondaire et un concours pour le supérieur, va assurer une formation adaptée à chaque fonction. A un second niveau de critique, effectué par les syndicats enseignants et certains partis de gauche, le système était taxé d'antidémocratique, et cela en plusieurs sens : — inégalité des conditions de préparation, tout d'abord : un candidat élève d'une ENS est largement plus favorisé qu'un maître-auxiliaire ; — plus profondément, un orateur du P.C.F. remarquait que la démocratisation de l'enseignement ne se réduisait pas à la démocratisation du recrutement des élèves, mais qu'elle supposait que tous les élèves aient des professeurs d'une formation égale : il n'y aura pas de démocratisation de l'enseignement tant que les professeurs les plus qualifiés — les agrégés — seront réservés aux fils des classes favorisées et enseigneront dans les lycées, et que les professeurs les moins formés, les plus surchargés d'heures de travail, enseigneront, dans les CES et les CEG, les fils des classes défavorisées. A un troisième niveau de critique, qui est l'apport original des candidats eux-mêmes, regroupés depuis mai 1968 dans le Comité National CAPES—AGREGATION, *le système de recrutement est critiqué radicalement comme entretenant et justifiant la hiérarchie des enseignants, favorisant l'élitisme, perpétuant les privilèges et laissant croire aux privilégiés que leurs privilèges ne sont dus qu'à leurs mérites propres.*

C'est dans cette perspective que les candidats de 1968 et, à leur suite, ceux de 1969 ont formulé leurs revendications. Il s'agit d'obtenir un mode unique de recrutement du second degré, menant à un

cadre unique de tous les enseignants du second degré : ceux-ci sont actuellement divisés en vingt catégories, auxquelles s'applique la règle « à travail supérieur, salaire inférieur » ; le mode unique de recrutement implique la liquidation de l'auxiliarat par titularisation et formation continue, c'est là la deuxième revendication ; les auxiliaires forment 31 % des enseignants ; ils n'ont aucune garantie d'emploi, sont sous-payés et font plus d'heures que les autres catégories d'enseignants. Troisième revendication, l'augmentation massive des postes : la direction du SNES estime à 30000 le nombre de postes à créer pour que les enseignants aient un maximum de 30 élèves par classe et fassent 15 heures de service, c'est-à-dire 45 heures de travail effectif. Quatrième revendication, la transformation des modalités et du contenu de l'enseignement : il s'agit de lutter contre la culture de classe, faite par une élite et pour une élite.

La machine à décerveler

(La préparation de l'agrégation en Sorbonne)

« Je préparais l'agrégation de la philosophie (...). Là, j'ai commencé à apprendre que tout problème, grave ou futile, peut être liquidé par l'application d'une méthode, toujours identique, qui consiste à opposer deux vues traditionnelles de la question ; à introduire la première par les justifications du sens commun, puis à les détruire au moyen de la seconde ; enfin à les renvoyer dos à dos grâce à une troisième qui révèle le caractère également partiel des deux autres, ramenées par des artifices de vocabulaire aux aspects complémentaires (d'une même réalité : forme et fond, contenant et contenu, être et paraître, continu et discontinu, essence et existence, etc. Ces exercices deviennent vite verbaux, fondés sur un art du calembour qui prend la place de la réflexion, les assonances entre les termes, les homophonies et les ambiguïtés fournissant progressivement la matière de ces

coups de théâtre spéculatifs à l'ingéniosité desquels se reconnaissent les bons travaux philosophiques. « Cinq années de Sorbonne se réduisaient à l'apprentissage de cette gymnastique... ».

Cl. LEVIS-STRAUSS Tristes Tropiques.

Toutes ces revendications s'inscrivent dans une perspective de lutte bien précise, celle de la lutte institutionnelle et antihiérarchique ; en ce sens, elles s'intègrent à l'ensemble du combat que mènent les militants de l'UNEF et des CAL contre les examens ; et, à ce titre, elles se situent à l'articulation de la lutte syndicale et de la lutte politique ; elles permettent d'aider à une définition de ce que peut être un syndicalisme révolutionnaire en milieu enseignant et en milieu étudiant, et, en ce sens, elles constituent un objectif stratégique important.

LA DECISION DE BOYCOTTER

Qu'ils fussent au cœur de la lutte institutionnelle et antihiérarchique, les candidats en prirent de plus en plus clairement conscience au cours de l'année : à tel point que le seul mode d'action qu'ils considèrent comme envisageable était le boycott actif des épreuves. La décision de boycott ne fut pas prise à la légère : le boycott est une position difficile à tenir, qui exige de chacun une démarche individuelle, une grande détermination, qui exclut à peu près le suivisme. Mais, au début de mai, le boycott parut réalisable : les A.G. parisiennes et provinciales étaient de plus en plus nombreuses, les revendications se popularisaient, du moins parmi les étudiants. Un sûr indice de cette mobilisation fut l'accueil fait par les candidats au projet de réforme Faure : il fut à la fois saisi comme une manœuvre destinée à démobiliser les candidats et analysé comme un texte ne changeant rien de radical dans le recrutement des maîtres.

Le soutien actif des enseignants progressistes (sections de Vincennes, de Sorbonne-Lettres, d'Anglais-Paris, d'Ulm élèves du SNE-Sup., tendances minoritaires du SNES), le soutien action de l'UNEF, des CAL et de plusieurs courants révolutionnaires permettaient d'envisager un boycott actif. Certes, en regard, les candidats avaient à lutter sur plusieurs fronts : — les manœuvres démobilisatrices des directions du SNES et du SNE-Sup. qui, avec la complicité du ministère, firent déposer sur les tables des candidats un tract les appelant à ne pas boycotter ; — les menaces d'E. Faure qui annonçait que la police serait là pour assurer la liberté du travail ; — la campagne de presse menée par les radios et les journaux contre les boycotteurs ; — surtout il y avait le fait que la mobilisation était inégalement développée : certaines sections (Anglais, Lettres Modernes, Philosophie), certaines villes (Paris, Aix) étaient mobilisées, d'autres l'étaient nettement moins, ou même à peu près pas (cf. les agrégations scientifiques) ; la confiance des boycotteurs dans leur succès ne pouvait donc pas être totale. A la suite de l'A.G. du 8 mai et d'A.G. de la province, le Comité lançait son mot d'ordre de boycott ; il prenait ainsi certains risques.

UN SUCCES PARTIEL

Malgré les caméras de télévision installées dans les salles de concours, malgré les gardes mobiles et les appariteurs musclés, malgré le contrôle policier, malgré la pression des jurys, malgré les fortes divisions entre les candidats, le boycott a été un succès partiel : 25 % seulement des candidats parisiens à l'agrégation d'Anglais (50 % des candidats à l'agrégation sont parisiens) ont composé ; les philosophes parisiens ont massivement boycotté ; les épreuves de Lettres Modernes de Paris ont été largement dénaturées ; 50 élèves des ENS (sur 200 environ) ont boycotté. La Province a participé au mouvement en plusieurs endroits : Aix, Lyon, Poitiers. Certains centres qui n'ont pas boycotté ont

fait circuler des motions de solidarité et des candidats envisagent une action sur l'oral. Dans plusieurs centres, même les plus calmes, les épreuves ont été dénaturées : des candidats ont travaillé en commun, des candidats ont remis des copies protestant contre l'agrégation, la présence des forces de police, les sujets proposés. Certes les épreuves ont eu lieu ; mais elles ont eu lieu dans des conditions telles que plusieurs agrégations 1969 sont déconsidérées.

Succès partiel aussi, parce que les objectifs des candidats ont été largement diffusés et popularisés ; des candidats qui n'avaient jamais été atteints par la propagande du Comité ont découvert l'existence d'une nouvelle forme de lutte ; des contacts nombreux ont été pris avec les tendances progressistes des syndicats enseignants ; les étudiants ont découvert dans l'action la validité de la lutte menée ; l'attitude des élèves boycotteurs des ENS, qui fournissent les lauréats traditionnels, a donné un grand coup au système. Les agrégés 1969 seront des agrégés-flics ; la nature répressive du système est claire. Autant d'éléments qui permettent d'envisager une relance de l'action dans les mois à venir.

QUE FAIRE ?

Il s'agit maintenant de profiter au maximum de la mobilisation créée au moment du concours et d'étendre les luttes à toutes les catégories concernées, capétitifs, enseignants, étudiants menacés par le projet Faure. Cela doit se faire en plusieurs sens : il s'agit d'abord de mieux organiser les candidats et d'élargir le Comité, où les normaliens et les ipésiens sont trop nombreux (proportionnellement), en l'ouvrant largement aux maîtres-auxiliaires et aux candidats enseignants ; il s'agit d'étendre le Comité, trop parisien, à la province ; il est essentiel que les initiatives, prises ici et là, puissent être largement répercutées et popularisées.

En second lieu, il importe de *mener une*

campagne d'information sur le recrutement des maîtres. Cette campagne doit être le fait de tous les militants : elle doit être une campagne de mobilisation. Le Comité se propose d'organiser dans les lycées, les CES, les CEG, des réunions entre les membres progressistes des syndicats enseignants et les candidats à l'agrégation et au CAPES. Des contacts nombreux ont déjà eu lieu et des réunions pourront se dérouler durant tout le mois de juin. Cette campagne doit permettre d'informer les maîtres-auxiliaires et les candidats enseignants.

CONCLUSIONS

Il ne faut pas se leurrer. Le boycott n'a été qu'un succès partiel ; le CAPES n'a pas été concerné ; l'agrégation n'a été que partiellement atteinte. La campagne de l'UNEF sur les examens ne s'est pas engagée sur un succès probant. Des leçons doivent en être tirées : — l'unité de la lutte institutionnelle n'est pas claire ; les liens entre le Comité CAPES-AGREGATION,

les militants étudiants des autres années, les CAL luttant contre le baccalauréat, ont été insuffisants ; il est urgent d'organiser une liaison interluttés efficace sur le front universitaire ; l'UNEF, la minorité du SNE-Sup, les minorités progressistes du SNES ont là une tâche essentielle ; les militants doivent être regroupés dans une lutte commune, autour d'objectifs communs ; — on peut se demander si, au mot d'ordre de boycott, il ne faudrait pas, selon les cas, substituer le mot d'ordre de dénaturation des épreuves, à condition de justifier politiquement un tel mot d'ordre. Quoiqu'il en soit, le combat est riche de promesses. Les mots d'ordre des candidats se sont montrés mobilisateurs ; le niveau de conscience politique de bon nombre de candidats est remarquable ; la détermination dans l'action a été considérable. Mai 1969 a montré que la bourgeoisie était prête à tout pour sauver « sa » hiérarchie. L'organisation des futurs candidats et le soutien de tous les progressistes permettront de poursuivre la lutte.

COMITE NATIONAL CAPES-
AGREGATION.



L'Etudiant de France
Nouvelle série n° 8 – Mai – Juin 1969
Pages 2 et 3